

Petersen

une foule de dangers, ainsi que nous en avertissent les savants : explosion démographique, **pollution**, surexploitation des ressources (le Parlement devra sous peu prendre position sur quelques problèmes importants en ce qui concerne l'énergie), armement, grande misère des pays en voie de développement. Il y a donc des problèmes que nous devons aborder différemment de ce qui a été fait jusqu'à présent — précisément en matière de politique de sécurité. C'est pourquoi je m'oppose à ce que l'on assimile la politique de défense à la politique de sécurité. J'estime que nous devons tenir compte davantage de cette distinction dans nos réflexions et dans notre action, et même lorsque nous discutons de l'environnement. Ici, je me réfère aux déclarations de M. Ortoli, président de la Commission, lors de la session de janvier, lorsqu'il a parlé d'une identité européenne. Je pense, Monsieur le Président, que si nous voulons réaliser une union européenne véritable, nous devons créer une identité qui puisse nous conduire, comme nous le désirons, vers une Europe de progrès qui remplira certaines des tâches recommandées par la Conférence au sommet de Paris et auxquelles l'excellent rapport en discussion fait également allusion par endroits.

Il y a toutefois une condition essentielle à remplir : c'est que nous amenions la population de nos pays à nous suivre sur cette voie, bien plus que ce n'est le cas aujourd'hui. Et même quand la population nous suit, soutient notre point de vue, est-ce que nous allons prendre contact avec elle dans nos pays de manière à approfondir réellement les problèmes ? Les jeunes sont-ils avec nous ? Ce sont là des questions qu'il faudra absolument traiter quand nous discuterons le contenu de l'union politique.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, Messieurs, ayant suivi avec le président Ortoli les travaux intenses de la commission politique, je désire, moi aussi, remercier tout d'abord M. Mommersteeg pour la contribution qu'il a apportée à cette discussion avec son rapport, réellement remarquable, et ensuite tous ceux qui ont participé à cet intéressant débat. Je suis d'autant plus heureux aujourd'hui de pouvoir y participer, que j'ai eu l'honneur, en 1970, de présenter le premier rapport du Parlement européen sur la situation politique de la Communauté et sur les problèmes de l'intégration et de la coopération politique.

Je crois que M. Mommersteeg lui-même a reconnu qu'il s'agissait d'un premier rapport dont le but est de tracer les lignes qu'il nous faudra suivre dans nos prochains travaux ; je considère aussi avec un vif intérêt les divers rappels qui ont été faits dans le courant de la discussion, lorsqu'on a parlé d'union

européenne plus que d'union politique. En plus clair, cela veut dire que le Parlement et les autres institutions communautaires doivent orienter leurs efforts en vue de donner un contenu précis à l'idée d'union européenne que nous a fournie la Conférence au sommet de Paris et qui, à l'évidence, doit avoir une signification très large à laquelle, comme le rappelait hier encore le président Ortoli, toutes les instances communautaires doivent contribuer, en vue de lui donner corps et d'en éclairer les finalités.

Il est inutile de rappeler les précédents. Le plus récent est celui de La Haye. La Conférence de La Haye parla de coopération politique et depuis lors le « Comité Davignon » s'est mis au travail.

J'ai déjà exprimé, dans le passé, ma satisfaction pour cette initiative, même si elle présentait un caractère assez ambigu. Et cette ambiguïté tenait surtout au fait que ce n'était pas le Conseil des ministres de la Communauté, en tant que tel, mais les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne qui étaient chargés de préciser les points de la coopération politique : c'est cela qui pouvait être un élément d'ambiguïté et une source de préoccupations. Mais le fait en même temps que le Parlement était associé à cette initiative par sa commission politique et son rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux et sur les progrès dans le secteur de la coopération politique, pouvait nous inciter à la considérer avec plus de confiance.

Puis, après ces initiatives qui se sont développées sous nos yeux — et je crois pouvoir dire que le Parlement européen et sa commission politique ont, ces deux dernières années, apporté une très large contribution aux travaux des ministres des affaires étrangères — le Sommet de Paris a accepté cette idée d'une plus grande extension de la coopération politique. Et aujourd'hui l'on commence à parler d'une collaboration plus étroite, c'est-à-dire non plus de deux réunions par an, mais de quatre réunions par an qui s'ajoutent au rapport annuel qui doit être présenté au Parlement.

M. Scelba et de nombreux autres orateurs ont souligné l'urgence avec laquelle il nous faut agir. Et cette urgence est imposée par le fait que, par rapport au bipolarisme qui caractérisait les rapports internationaux jusqu'à ces dernières années, nous nous trouvons aujourd'hui en face d'un multipolarisme, où l'Europe doit être présente. Il serait absolument sans utilité que l'Europe parle d'une seule voix si, dans ce contexte mondial, alors qu'il est possible d'ouvrir un dialogue plus vaste, au moment où s'établissent de nouveaux équilibres internationaux, la voix de l'Europe ne pouvait se faire entendre.

Certes, il y a eu des progrès dans le secteur de la coopération. nous l'avons vu et nous en avons eu des preuves. Le rapporteur a voulu aussi rappeler l'attitude concertée des neuf pays de la Communauté à la Conférence d'Helsinki ; mais nous ne devons pas ou-

Scarascia Mugnozza

blier qu'à très brève échéance il y aura des négociations importantes d'où sortira un nouvel ordre dans le monde. Il y a celles du GATT, qui seulement en apparence portent sur des problèmes de nature économique, et puis celles qui cherchent à résoudre les problèmes de la coopération et de la sécurité européenne, d'une part, et le difficile problème de la réduction des forces, d'autre part. Voilà les problèmes devant lesquels l'Europe ne peut rester absente, au sujet desquels elle doit pouvoir exprimer, avec une seule voix, un jugement cohérent et global.

On dit : tout cela doit être fait compte tenu de l'union européenne, qui doit pouvoir être réalisée en 1980. Certes, tel est le but que nous devons atteindre. Mais ce qu'a déclaré M. Scelba me semble d'un extrême intérêt, à savoir qu'il nous faut accélérer les délais, agir plus rapidement encore, et insister au plus tôt auprès des gouvernements des États membres, afin que les positions en politique extérieure puissent être mises au point sans retard, en permettant ainsi à l'Europe de jouer le rôle qui lui appartient.

M. Bertrand a dit : le rôle de l'Europe est actuellement un rôle d'observateur. C'est vrai. Voilà la triste réalité, mais il serait très grave pour nous de continuer à jouer ce rôle. Il ne sert à rien de se déclarer et d'être la première puissance commerciale du monde, car ce n'est pas sur le plan purement commercial que l'on peut imposer certaines vues. Les positions commerciales conquises par l'Europe sont certes importantes, mais elles ne seront d'aucune utilité, si elles ne procèdent plus d'une prise de position politique qui nous permette de parler à égalité de conditions avec tous les autres partenaires mondiaux et d'entreprendre l'action que les pays en voie de développement attendent de nous.

Récemment encore, je disais que ce qui m'a frappé le plus dans mon expérience au sein de la Commission, c'est d'avoir constaté que des régions les plus lointaines du monde, on regarde vers la Communauté européenne. Évidemment, beaucoup la recherchent en vue de négocier des questions commerciales, mais maintenant ils sont nombreux à lui demander surtout une prise de position qui puisse représenter pour eux une indication, un phare sur lequel se guider. Malheureusement, jusqu'à aujourd'hui et malgré les progrès accomplis, on ne constate rien de tout cela ou, tout au moins, on ne le constate pas dans les termes qui sont nécessaires pour que l'Europe puisse sauvegarder son propre avenir et se considérer, fût-ce sous le rapport des alliances et des amitiés traditionnelles, comme étant un groupe de pays indépendants, capable d'exprimer sa propre volonté.

C'est avec ses sentiments, avec ces considérations que je désire remercier encore une fois M. Mommersteeg, ainsi que tous ceux qui sont intervenus, et souligner la nécessité, maintes fois exprimée et confirmée aujourd'hui par le Parlement, de ne pas tout confier au Conseil, dans le cadre de la coopération

politique, mais de donner la possibilité à toutes les institutions communautaires, y compris la Commission, d'exprimer les opinions qui devront, dans un cadre harmonieux, nous permettre de donner vraiment consistance à la conception d'union européenne.

M. le Président. — La parole est à M. Mommersteeg.

M. Mommersteeg, rapporteur. — (NL) Monsieur le Président, je me fais un plaisir de profiter de l'occasion qui m'est donnée pour remercier les orateurs que nous venons d'entendre pour leurs remarques élogieuses.

Je voudrais encore insister brièvement sur un certain nombre de points. M. Beamish, ainsi que Lord Gladwyn et M. Bousquet, ont évoqué le problème de la défense. Au paragraphe 6 du projet de résolution, il est dit en effet que la politique étrangère, considérée au sens large, comprend évidemment les problèmes de la défense et de la sécurité, mais rien de plus. La raison en est — j'en suis conscient, notamment à la suite d'un des amendements de M. Dalsager qui tend à supprimer ce paragraphe — que ces problèmes placent d'aucuns dans une situation difficile. Dans mon rapport, j'ai également souligné le caractère délicat de la question. A cette fin, expressément j'ajoute un paragraphe, après avoir pris connaissance d'une note de Lord Gladwyn. Une question délicate, disais-je, parce que les avis des différents États membres sur la coopération au plan militaire se trouvent être divergents ; j'estime par conséquent qu'il nous faut aborder ce problème avec circonspection. Mais le paragraphe en cause, lui, ne l'évoque même pas. Plusieurs orateurs, dont M. Petersen, ont déclaré que mon rapport ne s'attachait pas suffisamment au contenu de la politique étrangère communautaire. C'est exact. En réalité, je le regrette aussi ; certes, j'ai indiqué de manière assez circonstanciée les évolutions qui sont en train de se produire, mais je ne me suis point attardé à la substance même de la politique étrangère menée par la Communauté. Et lorsque M. Petersen préconise qu'il soit précisément donné une consistance plus réelle à la politique étrangère à l'égard des pays en voie de développement et dans d'autres domaines encore, je ne puis qu'abonder dans son sens. J'ai dit également dans mon rapport que les rapports ultérieurs devront s'attacher à définir le contenu d'une politique communautaire telle que doit la mener, à notre avis, la Communauté européenne.

Le projet de résolution est essentiellement une question de procédure, mais il n'empêche qu'elle a son utilité ; à ce propos, je voudrais faire remarquer à l'intention de M. Scelba que je ne puis en aucune façon être d'accord avec lui quand il dit que nos propositions sont déjà en vérité dépassées. Je veux bien admettre que nous avançons à petits pas mais, en tout état de cause, si nous approuvons ce projet de résolution, il ne sera pas déplacé de parler de progrès.

(Applaudissements)